

# LOGIQUES DE MOBILISATION ET INÉGALITÉS SOCIALES DE PARTICIPATION ÉLECTORALE EN FRANCE, 2002–2012

*Céline Braconnier*  
Université de Cergy-Pontoise

*Jean-Yves Dormagen*  
Université Montpellier 1

---

La participation est restée élevée lors de la dernière élection présidentielle française : 81 % en moyenne pour les deux tours. C'est un niveau bien plus important que dans nombre d'anciennes démocraties, à commencer par les États-Unis d'Amérique. Moins élevé de 3,6 points de pourcentage qu'en 2007 (84 %), ce volume de participation s'inscrit d'ailleurs dans la moyenne de celui enregistré depuis 1965 : 81,3 % des inscrits. L'année 2012 confirme ainsi que l'élection présidentielle française résiste bien à la démobilisation électorale qui affecte tous les autres scrutins depuis la fin des années 1980, à commencer par les législatives (tableau 1).

Cependant, bien que modérée, la progression de l'abstention enregistrée cette année à l'occasion de l'élection du chef de l'État n'en manifeste pas moins, semble-t-il, une réactivation des inégalités sociales de participation que le scrutin de 2007 avait très largement réduites. Car cette hausse pourrait avant tout s'expliquer par un décrochage électoral des milieux les plus populaires. Bien que massivement abstentionnistes au cours des deux dernières décennies à l'occasion des scrutins de basse ou moyenne intensité, ils s'étaient mobilisés lors de la présidentielle de 2007 dans des proportions presque équivalentes à la moyenne nationale. Cela n'a manifestement pas été le cas en 2012. C'est la raison pour laquelle cette année électorale pourrait marquer une nouvelle étape dans l'accentuation contemporaine des inégalités face au vote.

Nous voudrions ici rendre compte de ce phénomène et en proposer des premiers éléments explicatifs. Pour ce faire, nous prendrons appui sur des don-

**Tableau 1.** Taux d'abstention aux élections présidentielles et législatives en France depuis 1945 (en %)

Elections présidentielles			Elections législatives		
	1er tour	2nd tour		1er tour	2nd tour
–	–	–	1945	20.1%	–
–	–	–	1946	18.1%	–
–	–	–	1946	21.9%	–
–	–	–	1951	19.8%	–
–	–	–	1956	17.2%	–
–	–	–	1958	22.8%	25.2%
–	–	–	1962	31.3%	27.9%
1965	15.2%	15.7%	1967	18.9%	20.3%
1969	22.4%	31.1%	1968	20.0%	22.2%
1974	15.8%	12.7%	1973	18.7%	18.2%
1981	18.9%	14.1%	1978	16.8%	15.1%
–	–	–	1981	29.1%	24.9%
–	–	–	1986	21.5%	–
1988	18.6%	15.9%	1988	34.3%	30.1%
–	–	–	1993	30.8%	32.4%
1995	21.6%	20.3%	1997	32.0%	28.9%
2002	28.4%	20.3%	2002	35.6%	39.7%
2007	16.2%	16.0%	2007	39.6%	40.0%
2012	20.5%	19.7%	2012	42.8%	44.6%

Sources : Pierre Bréchon et ministère de l'Intérieur.

nées empiriques produites à partir de deux plans d'observation localisés situés dans des quartiers occupant des positions opposées au sein de l'espace socio-résidentiel. Le premier de ces quartiers, que nous étudions depuis 2002, se situe dans la banlieue Nord de Paris, en Seine-Saint-Denis (93)<sup>2</sup>. Il s'agit d'un quartier de grands ensembles HLM regroupant une population jeune, peu diplômée, affectée par le chômage et la précarité, aux revenus modestes et dont nombre d'habitants sont issus de l'immigration africaine. Le second plan d'observation présente des caractéristiques opposées. Il s'agit d'une section du Marais, l'un des plus vieux quartiers du centre de Paris. Cet espace, que nous qualifions de « bourgeois », a connu un puissant processus de *gentrification* au cours des trois dernières décennies. Il réunit aujourd'hui des populations aisées qui présentent des niveaux de diplôme particulièrement élevés et évoluent au sein des professions intellectuelles supérieures : architectes, médecins, consultants, professeurs, artistes<sup>3</sup>... Ces deux plans d'observation localisés ne prétendent, bien évidemment, aucunement offrir un échantillon représentatif de l'électorat français. Mais, par comparaison, ils permettent d'établir des logiques de mobilisation électorale bien différenciées dont des recherches ultérieures pourront montrer comment elles se distribuent au sein de l'électorat dans son ensemble. En rendant possible une étude de la participation à partir des pratiques effectives de vote telles qu'elles sont consignées sur les listes d'émargement, ces plans d'observation offrent également un gage de réalisme qui fait souvent défaut aux analyses reposant uniquement sur déclarations.

Nous compléterons les résultats produits sur ces deux terrains par l'analyse des données particulièrement solides fournies à l'échelle nationale par l'INSEE en 2002 et 2007<sup>4</sup>, de manière à esquisser un tableau des logiques sociales de participation électorale en France au cours de la dernière décennie sur des bases représentatives. Il est, bien entendu, toujours périlleux de raisonner « à chaud », à partir de données encore fragiles et incomplètes. Il n'existe, à ce jour (septembre 2012), qu'une seule étude solide portant sur les élections de 2012 à l'échelle du pays tout entier<sup>5</sup>. Quant aux données produites par questionnaires sur des échantillons à vocation représentative, elles ne peuvent être mobilisées ici, tant elles sont fragiles dans le contexte français, si ce n'est largement *artéfactuelles* du seul fait qu'elles reposent sur des déclarations de comportement affectées par de nombreux biais<sup>6</sup>. C'est pourquoi les premières explications que nous avançons pour rendre compte des logiques de la mobilisation électorale en 2012 devront être contrôlées et éventuellement corrigées à partir d'autres données de l'INSEE quand elles seront diffusées, ou de futures analyses écologiques produites sur une plus grande échelle.

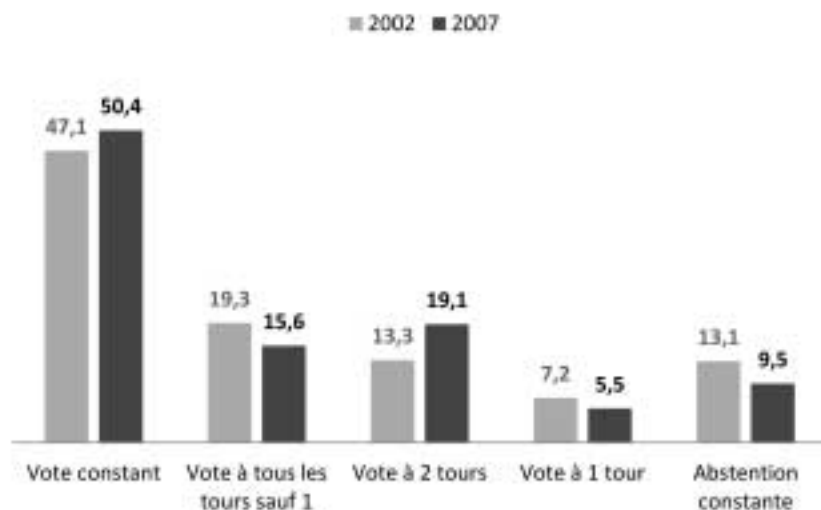
### **Les scrutins de très haute intensité réduisent les inégalités sociodémographiques de participation**

En reconstituant, depuis la fin des années 1980, à partir des listes d'émargement, les trajectoires de participation d'un échantillon représentatif de 40 000 inscrits sur des séquences allant de quatre à six tours de scrutins, les chercheurs de l'Insee ont montré que seule une petite moitié de l'électorat se déplaçait encore à chaque tour de scrutin pour voter. Même lorsqu'on adopte une période d'observation très courte de deux mois (présidentielle en avril/mai et législatives en juin suivant), la constance électorale ne constitue pas la norme comportementale (figure 1).

Mais s'ils votent de moins en moins souvent, les citoyens français, dans leur très grande majorité, continuent bien de se rendre aux urnes au moins de temps en temps (participation constante + participation intermittente = environ 90 % des inscrits). Relativement stable dans le temps, l'abstention constante ne concerne ainsi, au tournant des années 2000, qu'environ 10 % des inscrits. Le cycle de basse mobilisation dans lequel la France a basculé à partir de la fin des années 1980 ne recouvre donc apparemment pas, jusque-là, un processus massif d'« exit » électoral. Si l'on met à part le premier tour de 2002, l'élection présidentielle s'est distinguée, en effet, par sa capacité à mobiliser massivement jusqu'aux inscrits les plus intermittents. Avec pour conséquence que le corps électoral participant au scrutin présidentiel reste bien plus représentatif du corps électoral potentiel que celui observable à l'occasion des scrutins de moyenne ou basse intensité.

Car l'augmentation de l'intermittence va de pair avec celles des inégalités sociales de participation électorale. En montrant que non seulement l'intermit-

**Figure 1.** L'intermittence électorale en 2002 et en 2007 (calculée sur les deux tours de la présidentielle et des législatives en % des inscrits)



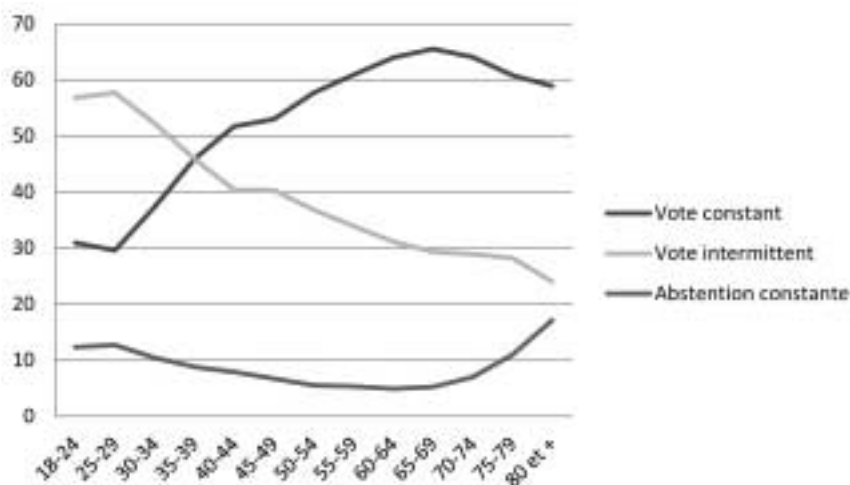
Source : INSEE, enquête participation électorale 2002 et 2007.

tence, mais également les rythmes de celle-ci, ne se distribuent pas au hasard dans l'ensemble du corps social, les analyses de l'Insee mettent en lumière la toujours très grande force des déterminants sociaux de la participation. Elles laissent ainsi deviner la fragilité du rapport à l'institution électorale qu'entretiennent ceux qui, faute d'être socialement armés pour participer à la vie politique, s'en tiennent la plupart du temps éloignés, mais à qui il arrive encore de se déplacer vers les urnes une fois tous les cinq ans, pour élire le Président.

Dans ces conditions, les élections les plus mobilisatrices sont aussi les plus égalitaires, en ce qu'elles parviennent à faire voter dans des proportions encore importantes jusqu'à ceux que leurs caractéristiques sociodémographiques prédisposent pourtant le plus à demeurer en retrait. Mais ils sont les premiers à se démobiliser dès que l'intensité du scrutin diminue. Une fraction importante des plus jeunes, des moins diplômés, des plus pauvres, des chômeurs, des plus précaires, cessent alors de voter.

Au cours de la séquence électorale de 2007, la part du vote constant (aux quatre tours de scrutin) augmente ainsi régulièrement avec l'âge jusqu'à 70 ans, comme si le poids des ans améliorait l'intégration dans la « civilisation électorale » (figure 2). Celle du vote intermittent diminue en suivant une courbe exactement inverse, manifestant, par contraste, la très grande inconstance électorale des jeunes inscrits.

**Figure 2.** Âge et participation intermittente (Présidentielle et législatives 2007, quatre tours en % des inscrits)



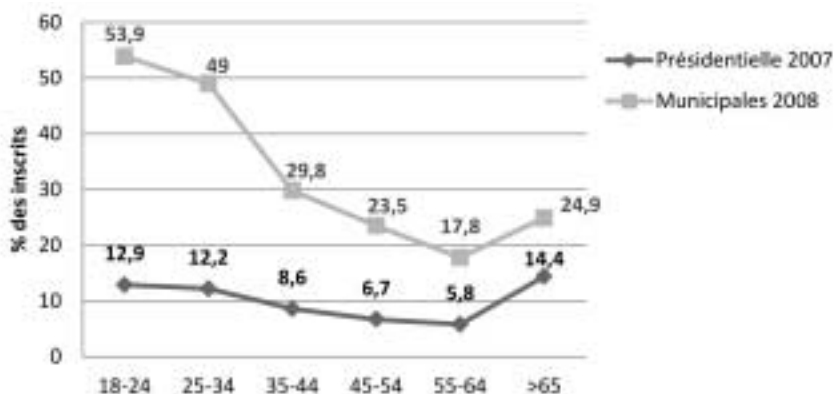
Source : INSEE, enquête participation électorale 2007.

La composition par âge du corps électoral effectif varie, en conséquence, fortement avec l'intensité du scrutin et s'éloigne d'autant plus de celle du corps électoral potentiel que cette intensité diminue, entraînant alors un vieillissement prononcé de l'électorat.

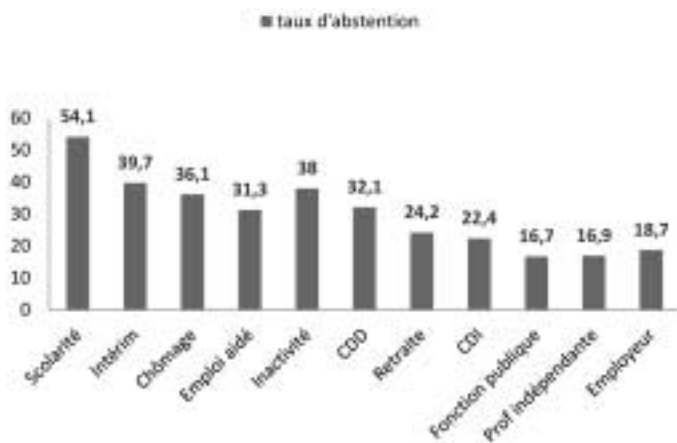
Lors de la présidentielle de 2007, l'un des scrutins les plus mobilisateurs depuis l'instauration du suffrage universel, l'écart de participation entre la catégorie d'âge votant le moins (les plus de 65 ans) et celle votant le plus (les 55-64 ans) n'est ainsi que de 8,6 points de pourcentage (figure 3). Les plus jeunes (les 18-24 ans) alimentent largement, quant à eux, la dynamique participationniste en votant même plus que la moyenne (87% contre 84%). Mais un an plus tard, alors que l'on bat un nouveau record d'abstention à l'occasion des élections municipales de 2008 (38,9% au premier tour), l'écart entre la participation des moins votants (les 18-24 ans) et des plus mobilisés (toujours les 55-64 ans) est, cette fois-ci, quatre fois plus élevé : 36 points de pourcentage.

La précarité socioprofessionnelle est un autre facteur d'abstention. Dans cette perspective, la crise produit des effets, notamment sur le marché de l'emploi, qui trouvent des prolongements dans l'espace politique. L'échantillon constitué par l'Insee montre ainsi que les rythmes de la participation électorale varient nettement avec la qualité de l'intégration professionnelle.

À l'occasion des élections municipales de 2008 (figure 4), les catégories les mieux protégées dans leur emploi—comme les fonctionnaires—s'abstenaient ainsi deux fois moins que les plus fragiles—chômeurs, travailleurs précaires ou aidés—dont beaucoup ne participent plus qu'aux élections présidentielles. La

**Figure 3.** L'abstention varie avec l'âge et l'intensité du scrutin

Source : INSEE, enquête participation électorale 2007 et 2008.

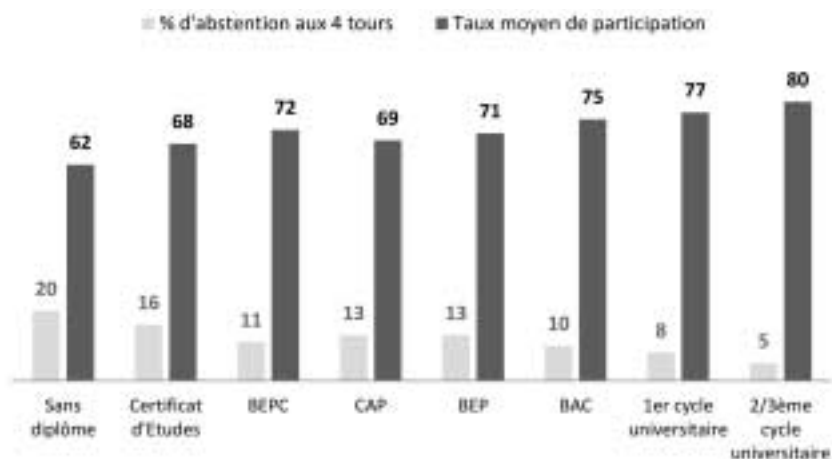
**Figure 4.** L'abstention selon le statut professionnel (deux tours des municipales de 2008), en % des inscrits

Source : INSEE, enquête participation électorale 2008.

thèse des effets politiques de la fragilisation professionnelle des individus trouve donc une nouvelle confirmation dans la participation électorale de la dernière décennie<sup>7</sup>.

Le volume de capital culturel demeure également un bon prédicteur des chances de pratiquer régulièrement le vote<sup>8</sup>. Comme l'atteste par exemple le taux moyen de participation à la séquence électorale de 2002 (figure 5), les écarts de participation selon le niveau de diplôme restent élevés : vingt points de pourcentage séparent la participation des plus diplômés de celle des citoyens dépourvus de tout titre scolaire.

**Figure 5.** Participation électorale et niveau de diplôme (Présidentielle et législatives de 2002, âge contrôlé, en % des inscrits)



Source : INSEE, enquête participation électorale 2002.

Cette séquence associe deux tours de scrutins de moyenne intensité (les législatives, où l'abstention atteint presque 40%) à un premier tour de présidentielle peu mobilisateur (l'abstention est de 28%) même si le second l'est beaucoup plus (abstention de 20%).

Les inégalités de participation électorale liées aux diplômes n'ont peut-être même jamais été aussi fortes. Dans le contexte d'anomie militante qui caractérise désormais les environnements professionnels et les quartiers populaires, le coût de la compréhension des jeux politiques spécialisés par les moins diplômés est, en effet, d'autant plus élevé et décourage le suivi de campagnes. En outre, aucun garde-fou ne vient plus contenir la méfiance ou le scepticisme vis-à-vis des élus, dont on sait qu'ils sont depuis longtemps très répandus en milieux populaires<sup>9</sup>. Dans cette perspective, les alternances politiques gauche/droite, devenues systématiques à l'Assemblée nationale depuis 1981 (à l'exception de 2007), ont contribué à amplifier ce scepticisme sur la capacité du politique à « changer la vie ». Il n'est donc pas étonnant que le niveau de participation prolonge, sans doute aujourd'hui plus qu'hier, le volume des capitaux scolaires.

### **La présidentielle de 2012 : une reprise des inégalités sociales de participation électorale ?**

L'Insee vient tout juste de fournir (septembre 2012) quelques premiers résultats élaborés à partir de son échantillon de 40 000 inscrits pour la dernière séquence électorale. Ils confirment ce qu'un certain nombre d'indices laissaient déjà penser concernant la hausse de l'abstention enregistrée à la prési-

dentielle de 2012 : celle-ci a affecté de façon inégale les différents segments qui composent le corps électoral.

On le constate tout d'abord en comparant l'évolution de la participation par tranches d'âges entre 2007 et 2012. L'Insee ayant modifié la composition de ces tranches, il n'est pas possible de se livrer à une comparaison termes à termes parfaitement rigoureuse. Mais les écarts entre 2007 et 2012 sont suffisamment prononcés pour permettre d'établir les grandes tendances de la progression de l'abstention en fonction de l'âge des inscrits.

**Tableau 2.** La participation par tranches d'âges, présidentielle 2012 (en % des inscrits)

Tranches d'âges	Vote aux deux tours	Vote à un seul tour	Abstention aux deux tours
18-22	64,2	16,6	19,3
23-27	64,2	16,9	18,8
28-32	68,4	14,4	17,2
33-37	77,2	12,2	10,5
38-42	81,1	10,2	8,8
43-47	80,7	11	8,3
48-52	85,1	8,2	6,8
53-57	84	9,1	6,9
58-62	84	9,6	6,4
63-67	85	8,1	7
68-72	84,6	8,1	7,3
73-77	82,9	7,4	9,7
78-82	73,7	8,4	17,9
83-87	62,1	10,3	27,6
87-91	50	9,4	40,6
>91	29,4	7,1	63,5

Sources : INSEE, enquête participation électorale 2012.

**Tableau 3.** La participation électorale par tranches d'âges, présidentielle 2007 (en % des inscrits)

Tranches d'âges	Vote aux deux tours	Vote à un seul tour	Abstention aux deux tours
18-24	71,4	14,1	14,5
25-29	74,7	12,2	13,2
30-34	80,1	9,7	10,3
35-39	83,6	8,9	7,6
40-44	84	8,4	7,7
45-49	85,2	8,8	6
50-54	86,9	7,5	5,6
55-59	86,9	7,5	5,6
60-64	88,1	7	4,9
65-69	88,5	6,5	5
70-74	84,4	7,7	7,9
75-79	83,6	6,2	10,2
80-84	74,3	8,5	17,2
85-99	60,3	8,2	31,6
>100	17	19,4	63,6

Source : INSEE, enquête participation électorale 2007.



Il ressort de ces tableaux que la progression de l'abstention a été plus soutenue dans les tranches d'âges les plus jeunes qui sont traditionnellement les plus difficiles à mobiliser tandis que les tranches d'âges habituellement les plus participationnistes ont maintenu un niveau de mobilisation élevé. Ainsi, chez les moins de 30 ans, le vote constant (aux deux tours de scrutin présidentiel) a chuté de près de 10 points de pourcentage entre 2007 et 2012. Chez les 40–70 ans, cette chute a été inférieure à 3 points. Symétriquement, l'abstention aux deux tours a très faiblement progressé chez les 40–70 ans (autour d'un point), tandis qu'elle atteignait environ 5 points chez les moins de 30 ans. En conséquence de ces évolutions bien différenciées, les écarts de participation par tranches d'âges ont sensiblement augmenté. Il en est de même des écarts par niveaux de diplômes. Entre les présidentielles 2007 et 2012, les différences de participation entre les plus et les moins diplômés se sont sensiblement accentuées.

**Tableau 4.** Participation aux présidentielles 2007 et 2012 selon le niveau de diplômes (en % des inscrits)

Niveau d'études	Vote deux tours 2007	Vote deux tours 2012	Vote un seul tour 2007	Vote un seul tour 2012	Abstention deux tours 2007	Abstention deux tours 2012
Supérieur au Bac	87	83	8	10	5	7
Bac	84	77	8	12	8	11
Inférieur au Bac	81	76	10	11	10	13
Sans diplôme	76	67	9	10	15	23

Sources : INSEE, enquête participation électorale 2007 et 2012.

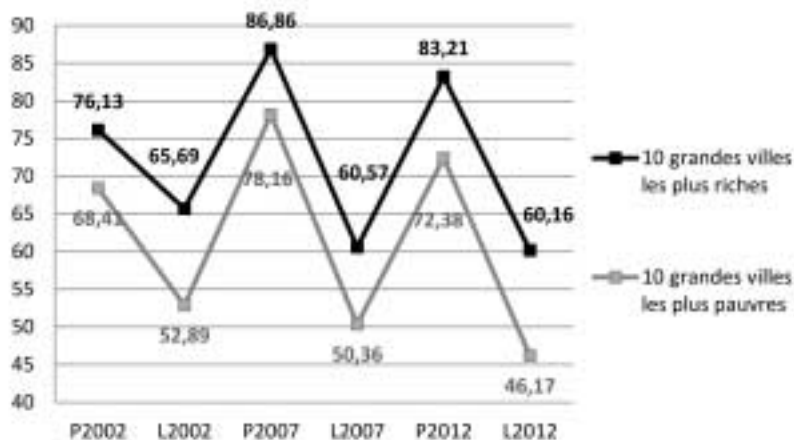
Entre 2007 et 2012, l'abstention constante a ainsi progressé de 8 points chez les non diplômés contre seulement 2 points chez ceux qui ont réalisé des études après le Bac. De même, la participation constante chute à 67 % chez les non diplômés (-9 points par rapport à 2007) alors qu'elle demeure élevée chez ceux qui ont réalisé des études supérieures (83%, soit -4 points par rapport à 2007).

De ces premiers résultats, il résulte bien que la progression de l'abstention entre 2007 et 2012 a d'abord été alimentée par les segments les plus jeunes et les moins diplômés du corps électoral ; donc sans doute également, même si ces informations ne sont pour l'instant pas disponibles, par les plus fragiles socialement et les moins dotés en capitaux économiques. Comme cela était prévisible, cette progression, même légère, de l'abstention s'inscrit bien dans une nouvelle reprise des inégalités sociales de participation électorale<sup>10</sup>.

Les données diffusées par le ministère de l'Intérieur à l'échelle communale, croisées avec les statistiques dont on dispose sur le revenu des habitants, permettent de se faire une autre idée des écarts de participation qui ont pu être

enregistrés cette année entre les territoires dont les habitants sont le plus inégalement pourvus en ressources économiques et sociales (figure 6)<sup>11</sup>.

**Figure 6.** Les écarts de participation électorale entre les villes les plus riches et les plus pauvres (en % des inscrits)



Source : ministère de l'Intérieur, résultats électoraux.

Alors que l'on votait déjà moins en 2002 et en 2007 dans les communes les plus pauvres que dans celles les plus riches (écart de 8 points de pourcentage environ), la plus faible participation à la présidentielle de 2012 a encore accru de trois points l'écart entre ces deux types de communes (désormais de 11 points).

En changeant d'échelle, on prend encore mieux la mesure de l'ampleur des inégalités sociales qui ont affecté la participation lors de la dernière présidentielle. Le quartier populaire que nous observons depuis 2002 est situé dans l'une de ces villes parmi les plus pauvres de France, Saint-Denis. Il rassemble des populations cumulant, à l'échelle individuelle, tous les facteurs socio-démographiques prédisposant à l'abstention : c'est un quartier dont la population est très jeune, bien moins diplômée et bien plus affectée par le chômage que la moyenne nationale. Quant au quartier bourgeois du centre de la capitale que nous investissons depuis 2006, il appartient au groupe des villes les plus riches. Sa population cumule les caractéristiques qui prédisposent au vote, et dispose notamment de capitaux scolaires particulièrement importants.

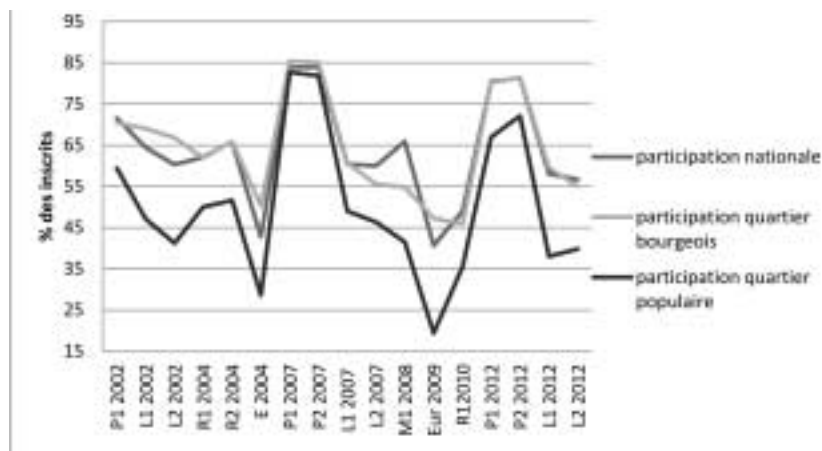
**Tableau 5.** Niveau d'études et niveau de revenus dans le bureau populaire et le bureau bourgeois (en % des inscrits)

	Bureau populaire (Saint Denis) n =227	Bureau bourgeois (Paris centre) n =470
<b>Niveau d'études</b>		
Primaire	7,6%	2,2%
Brevet	7,6%	2,6%
CAP / BEP	25,3%	4,1%
Bac général ou technologique	13,1%	11,1%
Bac Pro	15,2%	1,7%
Bac+2 / Bac+3	22,7%	17,0%
Bac+4 / +5	5,1%	31,7%
Supérieur à bac+5 ou grande école	3,5%	29,5%
<b>Niveau de revenu</b>		
Moins de 750€	16,8%	6,8%
De 750€ à 1300€	27,9%	7,2%
De 1300€ à 1900€	36,9%	14,2%
De 1900€ à 2500€	11,7%	18,6%
De 2500€ à 3100€	5,0%	15,4%
Plus de 3100€	1,7%	37,8%

Source : Questionnaires sortie des urnes, quartier de Saint-Denis et quartier du centre de Paris, premier tour présidentielle 2012.

L'attention portée aux courbes de la participation enregistrée dans les bureaux de vote de ces deux quartiers suffit déjà à montrer que les inégalités électorales peuvent être bien plus marquées que celles établies à l'échelle de la commune (figure 7).

**Figure 7.** Taux de participation dans le bureau populaire et le bureau bourgeois 2002-2012

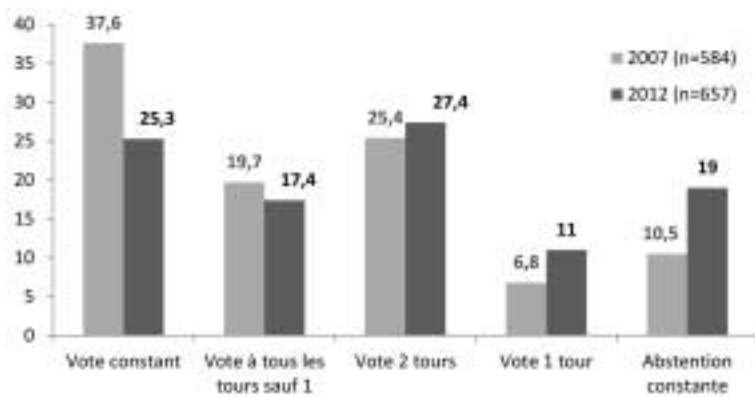


Source : listes d'émargement des bureaux de vote.

En premier lieu, les écarts de participation entre les scrutins les plus mobilisateurs et les moins mobilisateurs sont, à cette échelle, très amplifiés : jusqu'à 35 points, au sein du bureau populaire, entre le deuxième tour de la présidentielle et le premier tour des législatives 2007. En second lieu, les écarts de participation entre les deux bureaux s'élèvent jusqu'à 28 points de pourcentage (lors des Européennes de 2009). Et ils se révèlent élevés jusques, et y compris à l'occasion du scrutin présidentiel. L'évolution observable entre la présidentielle de 2007 et celle de 2012 est ici particulièrement intéressante. Alors que ce bureau populaire s'était fortement mobilisé en 2007 pour élire le chef de l'État, enregistrant un taux de participation proche de la moyenne nationale, une sorte de décrochage électoral s'opère en 2012. Le taux de participation y est en effet de 13 points inférieur à la moyenne nationale et de 16 points inférieur à celui enregistré dans ce même bureau en 2007.

L'analyse des listes d'émargement (figure 8) permet également d'établir qu'entre les deux dernières élections présidentielles, les pratiques de participation constante se sont sensiblement raréfiées dans le bureau populaire (- 12 points de pourcentage) au profit d'une intermittence à tendance largement abstentionniste (la proportion d'électeurs n'ayant voté qu'à un seul tour de scrutin a doublé). De même, dans ce quartier de Saint-Denis l'abstention constante a, elle aussi, presque doublé en cinq ans. À l'inverse, seul un quart des inscrits a pratiqué le vote constant en 2012 contre plus d'un tiers (37,6 %) en 2007.

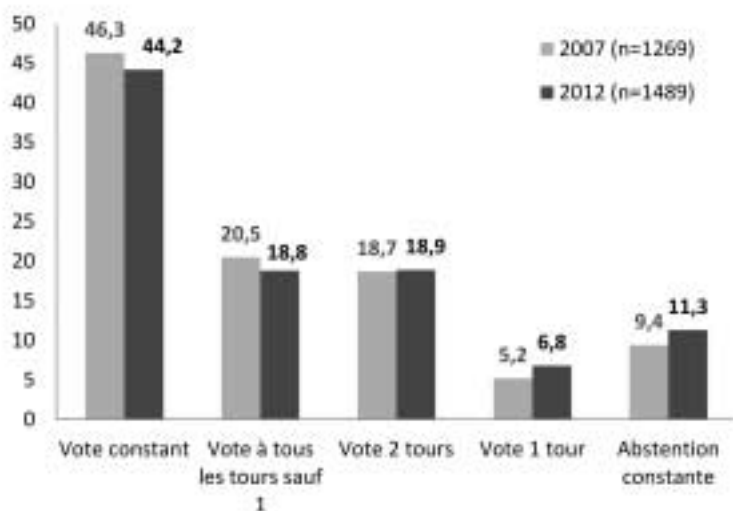
**Figure 8.** L'intermittence électorale dans un quartier populaire en 2007 et en 2012 (quatre tours en % des inscrits)



Source : listes d'émargement de Saint-Denis, en pourcentage des inscrits.

Sur la même période, les évolutions se révèlent bien différentes dans le contexte bourgeois du centre de Paris. Ici, à l'inverse, l'intermittence à tendance abstentionniste n'a que très faiblement progressé entre 2007 et 2012 (figure 9).

**Figure 9.** L'intermittence électorale dans un quartier bourgeois en 2007 et 2012 (quatre tours, en % des inscrits)

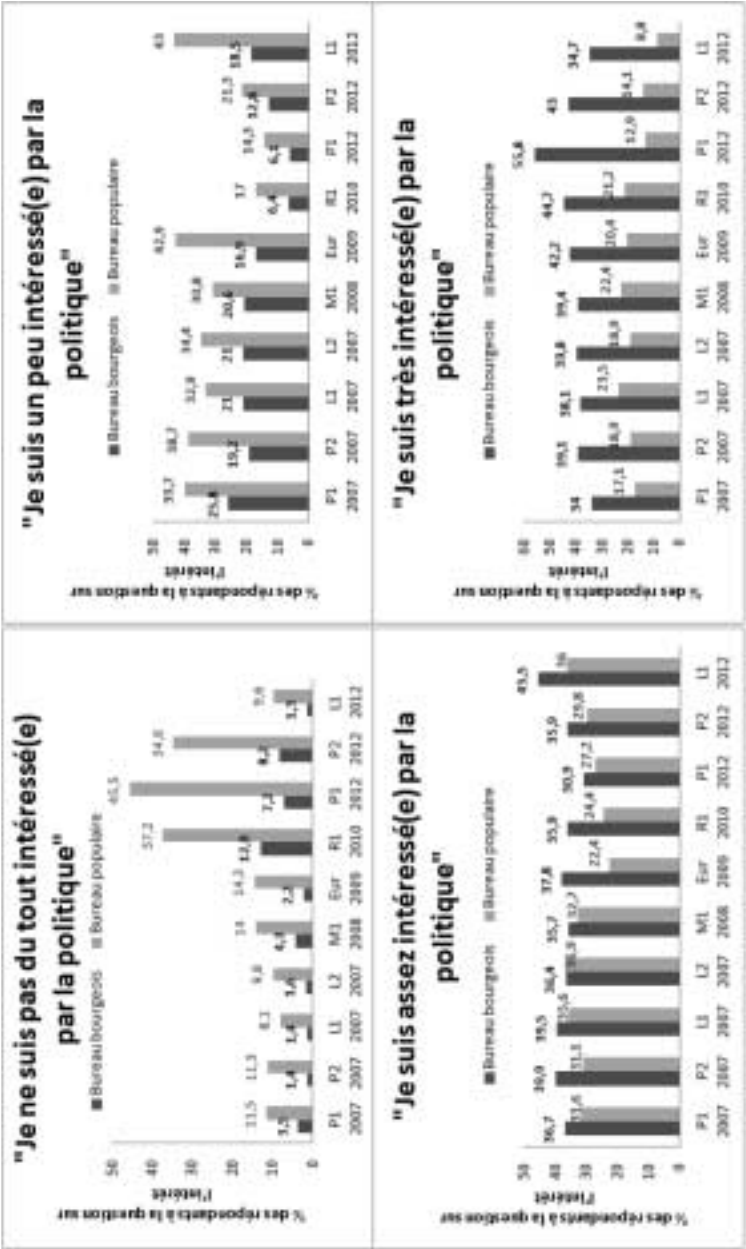


Source : listes d'émargement de Paris, en pourcentage des inscrits.

En conséquence, les inégalités de participation électorale enregistrées entre les deux bureaux se sont nettement creusées entre 2007 et 2012.

Les huit séries de questionnaires que nous avons administrées lors de chaque tour de scrutin en 2007 et 2012 à la sortie des urnes montrent clairement que ces inégalités dans la participation prolongent des inégalités de politisation elles-mêmes liées à d'importantes disparités en matière de capitaux culturels. Ceux qui déclarent être « très intéressés » par la politique sont au moins toujours deux fois mieux représentés parmi les votants du bureau bourgeois que parmi ceux du bureau populaire et, symétriquement, les « pas » ou « peu intéressés » deux fois moins. Mais, sur ce point également, les écarts s'amplifient très nettement lors de la dernière présidentielle (figure 10). Alors que moins de 13 % des votants du quartier populaire déclarent éprouver un fort intérêt pour la politique le 22 avril 2012, cela reste le cas d'une large majorité des électeurs du quartier bourgeois (56 %). Cet écart, de 43 points de pourcentage en 2012, se révèle ainsi deux fois et demi plus élevé que celui que nous avions enregistré lors de la présidentielle de 2007. Quant à l'écart entre les électeurs des deux quartiers déclarant « ne pas s'intéresser à la politique », il est trois fois plus fort en 2012 qu'en 2007. Plus d'un tiers des électeurs du quartier populaire indique en effet, cette année, ne pas s'intéresser du tout à la politique, contre seulement 11% il y a cinq ans. Jamais on n'enregistre un tel niveau de désintérêt dans le centre bourgeois de Paris : ici, les enquêtes sont toujours moins de 10 % à déclarer être indifférents à la politique (3% en 2007, 8% en 2012).

Figure 10. Le niveau déclaré d'intérêt pour la politique dans le bureau bourgeois et le bureau populaire (2007–2012)



Source : Questionnaires sortie des urnes 2007–2012, quartier de Saint-Denis et quartier du centre de Paris.

Une proportion importante de ceux qui votent encore aujourd'hui dans le quartier de Saint-Denis se rend donc aux urnes non pas portée par son intérêt pour la politique, mais bien plutôt malgré l'indifférence qu'elle éprouve à son égard. Cette observation apparemment paradoxale représente, selon nous, un point de départ obligé pour qui veut comprendre aujourd'hui les logiques de la (dé)mobilisation électorale en milieu populaire.

Ainsi, l'évolution de la participation électorale dans les deux quartiers observés se révèle-t-elle en partie conforme à celle attendue de la part de populations qui, d'un côté, cumulent les prédispositions sociales à l'abstention, et, de l'autre, les prédispositions sociales à la participation. Ce qui s'était produit en 2007, où l'on avait voté dans les quartiers de grands ensembles à l'occasion des présidentielles presque autant que dans les quartiers privilégiés de la capitale, ne s'est donc pas reproduit en 2012. La dernière présidentielle est moins parvenue que la précédente à neutraliser les inégalités d'âges, de diplômes, de politisation, de richesse, de statut, qui se sont donc largement manifestées dans des taux et, plus encore, des rythmes très différenciés de participation électorale.

Nos plans d'observation localisés semblent ainsi indiquer que les quatre points d'abstention supplémentaires enregistrés à l'échelle nationale lors de la présidentielle 2012 pourraient avoir été largement alimentés par les quartiers jeunes et populaires des périphéries urbaines, au sein desquelles la progression de l'abstention semble avoir été quatre fois supérieure à la moyenne nationale. Un tel constat reste, bien évidemment, à valider à partir de données plus représentatives de l'électorat dans son ensemble, mais les premières données diffusées par l'Insee semblent bien confirmer une telle tendance<sup>12</sup>.

### **La jeunesse et les milieux populaires particulièrement dépendants de l'offre et de l'intensité des campagnes électorales**

Parce que les populations les plus jeunes et les plus fragiles sont aussi les moins dotées en capitaux culturels, donc les moins intéressées par la politique spécialisée, ce n'est pas dans leurs prédispositions incorporées, sociales ou politiques, qu'il faut chercher le principe de leur participation quand elle a lieu—elles conduisent toutes à l'abstention—mais, au contraire, dans les modifications conjoncturelles que font subir à leur environnement les contextes de campagne<sup>13</sup>.

Du fait de leur capacité à stimuler, en quelque sorte « artificiellement », l'attention pour la politique, les campagnes constituent ainsi des facteurs essentiels de la participation sporadique des moins portés à faire entendre leur voix. Négligées comme objet d'études depuis que Lazarsfeld et ses collègues de l'université de Columbia ont mis en lumière leurs faibles capacités de conversion des électeurs, elles méritent pourtant aujourd'hui d'être placées au cœur de l'analyse de la participation, notamment car elles pourraient bien être à l'origine de ces parenthèses enchantées ménagées jusqu'à aujourd'hui en France par l'élection présidentielle<sup>14</sup>. Partant, la moindre capacité mobilisatrice

de la présidentielle de 2012 par comparaison avec celle de 2007 pourrait aussi trouver là une part de son origine.

Les fondateurs de la sociologie électorale avaient déjà établi que des candidatures bien clivées mobilisaient davantage que des candidatures faiblement différenciées (par exemple André Siegfried<sup>15</sup>) et de nombreux travaux ont démontré depuis la toujours très grande actualité de cette conclusion (par exemple ceux de Costas Panagopoulos et Donald Green<sup>16</sup>). Les jeunes et les milieux populaires sont en moyenne moins politisés. C'est la raison pour laquelle leur participation est plus dépendante de l'intensité des campagnes, on le verra, mais aussi des caractéristiques de l'offre électorale. Seules des candidatures clivantes et porteuses d'un espoir ou d'une menace de changement perçu comme « radical »—le fameux thème de la « rupture avec le passé » ayant caractérisé les présidentielles de 1981 mais aussi de 2007—sont en capacité de contrer partiellement les effets de l'indifférentisme que génèrent de faibles niveaux d'intérêt pour le champ de la politique spécialisée. C'est donc sans doute parce que la campagne présidentielle de 2012 n'a pas été aussi clivante que la précédente—avec un candidat « normal » refusant d'incarner une promesse de rupture au nom du réalisme économique et un sortant ayant perdu (un peu) de sa force mobilisatrice<sup>17</sup>—qu'elle n'est pas parvenue à mobiliser aussi massivement les populations des quartiers populaires.

Au-delà des propriétés des différentes candidatures, le niveau d'intensité de la campagne compte également, et se mesure d'abord à la place qu'elle occupe aux heures de grande écoute à la télévision<sup>18</sup>. Une forte présence médiatique des candidats et de leurs représentants sur le petit écran produit des effets sur les plus politisés, en activant et entretenant leur fibre politique. Mais elle produit avant tout des effets sur ceux qui peuvent ne pas s'intéresser habituellement à la politique et même persévérer dans cette indifférence en cours de campagne. C'est que la télévision peut produire de la participation sans pour autant alimenter un réel « intérêt », simplement parce qu'elle réactive la norme civique et fait voter ceux qui, tout en n'entretenant que peu d'illusions sur l'effet de leur vote, culpabilisent même légèrement de s'abstenir ou, plus simplement, pensent alors à se déplacer parce qu'ils ont entendu parler des élections.

La force mobilisatrice de la télévision réside également, et peut-être surtout, dans la capacité qu'elle manifeste d'activer les dispositifs informels de mobilisation qu'abritent tous les espaces producteurs de lien social. On le sait depuis longtemps grâce aux travaux de l'école de Columbia : les citoyens qui suivent à un moment donné les élections ont tendance à commenter dans leur entourage les fragments de campagne auxquels ils se trouvent, ne serait-ce que par éclipses, exposés<sup>19</sup>. Distincte de l'intérêt individuel déclaré pour la politique, l'intégration dans une dynamique conversationnelle concerne alors un plus grand nombre d'individus (tableau 3)<sup>20</sup>. Cette situation particularise les conjonctures de forte intensité électorale. Mettant face-à-face des citoyens inégalement politisés, elle participe d'un processus d'entraînement aux urnes des moins intéressés par ceux qui le sont davantage.



**Tableau 6.** La dynamique conversationnelle en cours de campagne

Les électeurs qui ont eu des discussions politiques...	Bureau bourgeois (% des répondants)			Bureau populaire (% des répondants)		
	...en famille	...avec des amis	...avec des collègues	...en famille	...avec des amis	...avec des collègues
Présidentielle (1 <sup>er</sup> tour) 2007	94,1	95,1	84,6	89,8	87,2	77,8
Législatives (1 <sup>er</sup> tour) 2007	74,9	76,7	54,8	64,3	60,6	46,4
Présidentielle (1 <sup>er</sup> tour) 2012	89,3	97	87,4	79,8	91,2	80,2
Législatives (1 <sup>er</sup> tour) 2012	73,9	76,8	56,1	73,7	62,6	49,4

Source : QSU 2007–2012, quartier de Saint-Denis et quartier du centre de Paris.

Et ces dynamiques contextuelles peuvent expliquer une part de la participation exceptionnelle enregistrée à l'occasion des scrutins de très haute intensité. Une élection comme la présidentielle de 2007 est ainsi en capacité d'activer l'ensemble des dispositifs informels de mobilisation électorale, au premier rang desquels figurent les groupes d'appartenance (cercles familiaux, amicaux, professionnels, de voisinage). Ces groupes deviennent alors des espaces de production d'une multitude de micro-pressions et d'incitations à voter dont l'impact se révèle particulièrement décisif sur les moins politisés : jeunes, non-diplômés, travailleurs précaires, femmes au foyer. Ceux-là, qui votent pour une part à l'entraînement social, se retrouvent alors nombreux dans les urnes, avec pour conséquence que plus l'intensité électorale est élevée, plus les déterminants individuels traditionnels de la participation voient leur influence se réduire. À l'inverse, quand l'intensité diminue pour atteindre un seuil moyen—comme les premières données disponibles semblent indiquer que ce fut le cas lors de la présidentielle 2012 dans certains environnements populaires—les dispositifs informels de mobilisation tendent à être partiellement désactivés et à perdre en efficacité, avec pour conséquence probable de redonner un poids déterminant aux facteurs individuels de la participation.

Traditionnellement considérée comme l'un des espaces les plus déterminants en matière de socialisation politique, la famille est aussi l'une des composantes primordiales des dispositifs informels de mobilisation politique<sup>21</sup>. Elle présente aussi l'avantage de constituer le groupe d'appartenance le plus simple à objectiver lorsqu'il s'agit d'évaluer la force des influences contextuelles en matière électorale, puisque les listes d'émargement permettent, au moins partiellement, de reconstituer les familles inscrites dans le même bureau de vote. Et parce qu'elle s'inscrit dans la durée, notre analyse par plans d'observation localisée permet en outre d'évaluer dans nos deux bureaux types dans quelle mesure l'influence respective de l'entraînement familial et des propriétés individuelles varie avec la conjoncture électorale et, en particulier, le plus ou moins haut niveau d'intensité de la campagne.

Croisées avec des données recueillies sur les lieux de résidence des inscrits, celles fournies par les listes électorales des deux quartiers permettent ainsi de

reconstituer les différentes configurations familiales dans lesquels ils évoluent (couples mariés et non mariés, mais aussi fratries, parents et enfants ou simples co-locataires) et d'évaluer la qualité de leur inscription. La malinscription (le fait de ne pas être inscrit au bureau de vote le plus proche de son domicile effectif faute de réinscription après un déménagement), parce qu'elle affecte une proportion importante des inscrits (de 20 à 30% selon les scrutins et les bureaux) et constitue un obstacle majeur à la participation des moins politisés<sup>22</sup> doit, en effet, être prise en compte dans les analyses portant sur les logiques sociales de la mobilisation électorale. Avec la configuration familiale, elle constitue l'une des variables qui, en sus de celles fournies par les listes électorales sur les individus inscrits (sexe, âge, lieu de naissance, adresse précise) peuvent apporter une part d'explication à leur participation et dont nous avons donc testé l'influence respective dans le cadre d'une régression logistique binaire (voir annexe).

**Tableau 7.** Régression logistique sur la participation dans le bureau populaire (Saint-Denis)

	P1 2007	P22007	L1 2007	L2 2007	P1 2012	P2 2012	L1 2012	L2 2012
	Coef. (E.S.)	Coef. (E.S.)	Coef. (E.S.)	Coef. (E.S.)	Coef. (E.S.)	Coef. (E.S.)	Coef. (E.S.)	Coef. (E.S.)
Être en couple	1,444*** -0,489	1,925*** -0,513	1,090*** -0,287	1,141*** -0,282	0,064 -0,276	0,724** -0,326	0,645 -0,25	0,425* -0,247
Afrique	0,934*** -0,316	1,276*** -0,32	0,570*** -0,218	0,579*** -0,219	0,168 -0,199	0,644*** -0,215	0,239 -0,197	0,554*** -0,197
Avoir une boîte	1,893*** -0,307	1,692*** -0,306	0,870*** -0,279	1,323*** -0,305	1,666*** -0,263	1,905*** -0,268	0,935*** -0,289	0,996*** -0,288
<b>Tranche d'âge</b>								
26-35	-0,013 -0,474	-0,665 -0,486	-0,23 -0,31	-0,2 -0,308	1,051*** -0,298	0,796** -0,317	0,619** -0,308	0,361 -0,294
36-45	-0,242 -0,429	-0,715 -0,445	0,636** -0,297	0,263 -0,297	0,536* -0,289	0,735** -0,319	0,820*** -0,31	0,447 -0,298
46-55	-0,024 -0,49	-0,840* -0,487	0,709** -0,337	0,326 -0,337	0,570* -0,318	0,334 -0,34	1,087*** -0,331	1,140*** -0,32
56-65	-0,667 -0,561	-0,811 -0,594	0,32 -0,409	0,398 -0,414	1,305*** -0,403	0,894** -0,43	1,664*** -0,378	1,578*** -0,372
66-75	-0,302 -0,607	-0,792 -0,604	1,509*** -0,474	1,000** -0,454	1,213*** -0,467	0,881* -0,496	1,641*** -0,429	0,942** -0,412
76-85	-0,314 -0,721	-1,264* -0,684	0,24 -0,561	-0,703 -0,619	1,227** -0,606	0,552 -0,577	1,636*** -0,528	0,960* -0,512
>85	-0,102 -1,154	-1,18 -0,942	1,453* -0,882	0,657 -0,815	0,692 -0,703	0,899 -0,767	-0,97 -1,087	-0,269 -0,828
Femme	0,867*** -0,288	0,724*** -0,281	0,261 -0,198	0,076 -0,198	0,236 -0,189	0,399* -0,205	0,127 -0,185	0,041 -0,182
Constante	-0,617 -0,459	-0,207 -0,474	1,685*** -0,386	-1,881*** -0,404	-1,647*** -0,35	-1,810*** -0,367	-2,371*** -0,391	-2,253*** (0,381)

Source : Enquête pour une approche écologique des comportements électoraux (PAECE).

\*\*\* p < .001, \*\* p < .05, \* p < .1

**Tableau 8.** Régression logistique sur la participation dans le bureau bourgeois (Paris centre)

	P1 2007	P22007	L1 2007	L2 2007	P1 2012	P2 2012	L1 2012	L2 2012
	Coef. (E.S.)	Coef. (E.S.)	Coef. (E.S.)	Coef. (E.S.)	Coef. (E.S.)	Coef. (E.S.)	Coef. (E.S.)	Coef. (E.S.)
Être en couple	0.303 (0.361)	1.109** (0.462)	0.346 (0.240)	0.173 (0.228)	0.385 (0.262)	0.135 (0.264)	0.315 (0.208)	0.236 (0.204)
Avoir une boîte	0.932*** (0.333)	0.831*** (0.324)	0.471** (0.233)	0.551** (0.231)	0.596*** (0.226)	0.772*** (0.229)	0.415** (0.202)	0.490** (0.203)
<b>Tranche d'âge</b>								
26-35 ans	0.886* (0.564)	0.929* (0.547)	1.090*** (0.334)	0.664** (0.331)	0.490 (0.397)	0.281 (0.409)	0.279 (0.360)	0.217 (0.368)
36-45 ans	0.175 (0.503)	0.080 (0.478)	0.953*** (0.332)	1.263*** (0.338)	0.569 (0.388)	0.420 (0.403)	0.859** (0.351)	0.822** (0.357)
46-55 ans	0.074 (0.506)	-0.215 (0.470)	1.085*** (0.339)	0.898*** (0.337)	0.375 (0.396)	0.335 (0.414)	0.995*** (0.363)	0.968*** (0.367)
56-65 ans	-0.458 (0.549)	-0.145 (0.558)	1.380*** (0.389)	1.352*** (0.383)	0.914** (0.427)	0.904** (0.452)	0.866** (0.364)	1.003*** (0.370)
66-75 ans	-0.212 (0.675)	0.611 (0.826)	2.007*** (0.521)	2.673*** (0.596)	0.475 (0.500)	1.033* (0.590)	1.686*** (0.473)	1.876*** (0.478)
76-85 ans	-0.929 (0.626)	0.301 (0.834)	1.542*** (0.509)	1.422*** (0.482)	0.944 (0.629)	0.775 (0.638)	1.273** (0.501)	1.789*** (0.532)
> 85 ans	-0.571 (0.906)	-0.606 (0.901)	1.329* (0.737)	0.724 (0.673)	-1.202** (0.514)	-1.029 (0.524)	0.151 (0.496)	0.641 (0.499)
Femme	1.059*** (0.302)	0.699** (0.300)	0.032 (0.191)	-0.044 (0.187)	0.317 (0.197)	0.265 (0.203)	-0.073 (0.165)	0.168 (0.165)
Constante	0.830* (-0.463)	0.881** (-0.446)	-0.812** (0.331)	-0.978*** (0.334)	0.152 (0.389)	0.254 (0.403)	-0.756** (0.362)	-1.145*** (0.370)

\*\*\*  $p < .001$ , \*\*  $p < .05$ ,  $p < .1$

Si, pour simplifier, nous n'avons provisoirement pris en compte que les couples (mariés ou non), les résultats de la régression permettent de mieux identifier sur la place qu'occupent les facteurs contextuels dans l'explication des flux et des reflux de la mobilisation électorale entre 2007 et 2012 dans ces deux bureaux de vote.

Ils indiquent, d'une part, que leur importance varie avec le milieu social. Le fait d'être en couple exerce ainsi un effet bien plus significatif et sensible dans le bureau populaire que dans le bureau bourgeois. Dans le quartier de Saint-Denis, être en couple augmente en effet de façon significative la participation électorale lors de 6 des 8 tours de scrutin examinés. Ce n'est le cas que lors d'un seul tour de scrutin dans le bureau du centre de Paris (le second tour de la présidentielle 2007).

D'autre part, l'« effet couple » est particulièrement marqué dans le contexte de très haute intensité qui caractérise la présidentielle 2007, et d'une particulièrement forte amplitude à cette occasion en milieu populaire. L'âge n'exerce alors dans le bureau de Saint-Denis, par contraste, aucun effet significatif. Un tel résultat confirme à quel point les scrutins de très haute intensité

sont susceptibles de neutraliser l'effet des propriétés individuelles, même les plus prédictives du vote et de l'abstention. En 2007, la mise en branle des dispositifs informels de mobilisation s'est révélée d'une force si exceptionnelle—comme en atteste la puissance, à cette occasion, de l'effet couple en milieu populaire—qu'elle a eu pour conséquence d'entraîner vers les urnes des segments de la population habituellement plutôt abstentionnistes. L'absence, à l'inverse, d'« effet couple » dans le centre bourgeois de Paris est tout aussi significative. Dans ce milieu où, nous l'avons vu, la politisation individuelle est nettement supérieure, la participation électorale des individus est bien moins dépendante d'effets d'entraînement contextuels et, en l'occurrence, moins dépendante des effets d'entraînements mutuels que génère le couple.

La comparaison des résultats de 2012 avec ceux de 2007 permet, enfin, de mieux identifier les logiques sociales de la démobilisation électorale enregistrée à l'occasion de la dernière présidentielle dans le bureau de Saint-Denis comme dans nombre d'environnements très populaires. Ainsi, l'absence dans le bureau du quartier périphérique d'un effet couple significatif lors du premier tour de la présidentielle 2012 peut-il être tenu à la fois comme un indicateur de la faible intensité ayant caractérisé ce scrutin et comme l'un des facteurs explicatifs du recul de 16 points de la participation enregistré ici par rapport au premier tour de 2007. Dans la même perspective, le fait qu'un âge élevé (56–85 ans) redevienne un facteur prédictif d'une plus haute participation électorale peut être interprété comme emblématique d'un retour en force des propriétés individuelles traditionnelles au détriment des influences contextuelles—au premier rang desquelles figure l'effet couple—qui avaient manifesté toute leur force en 2007.

De ce point de vue, dans le contexte très populaire de Saint-Denis, le premier tour de la présidentielle de 2012 présente plutôt les caractéristiques sociologiques d'un scrutin de moyenne intensité. En revanche, le second tour, marqué par une augmentation de la participation de 6 points, présente des caractéristiques plus conformes aux scrutins de haute intensité. L'âge y exerce une influence moins significative tandis qu'à l'inverse, le couple redevient un facteur qui augmente nettement les chances de voter, même si c'est avec moins de force qu'en 2007.

## **Conclusion**

Ces différents constats permettent, sous réserve de recherches ultérieures, de formuler des premiers résultats concernant la participation lors de la présidentielle de 2012. La séquence électorale qui vient de s'achever confirme que l'élection présidentielle reste le dernier scrutin fortement mobilisateur au sein du système politique français. Par rapport aux taux records de 2007, le recul n'aura, au final, été cinq ans plus tard que de 4 points. Mais cette amplitude réduite dissimule manifestement une reprise soutenue des inégalités sociales

de participation électorale. Les premières données diffusées par l'Insee à l'échelle nationale tout comme ce que l'on observe sur un plan d'observation localisé en milieu très populaire paraissent ainsi indiquer que ces 4 points ont certainement été largement alimentés par une démobilisation d'une ampleur bien plus grande au sein de la jeunesse et des quartiers déshérités des périphéries urbaines. Ce sont, en effet, les segments les plus dépourvus de ressources politiques propres, donc les plus dépendants de ces ressources compensatoires que constituent les effets d'entraînements électoraux générés par les campagnes de haute intensité, qui, contrairement à 2007, semblent avoir fait défaut lors de cette élection. 2012 n'a sans doute pas généré une intensité suffisante pour activer efficacement les dispositifs informels de mobilisation électorale dont dépend la participation des segments les plus sceptiques et les moins politisés de l'électorat.

Respectivement Professeur de science politique à l'Université de Cergy-Pontoise et à l'Université Montpellier 1, CÉLINE BRACONNIER et JEAN-YVES DORMAGEN analysent les comportements électoraux à partir de plans d'observation localisés étudiés dans la durée. Ils cherchent par ce biais, en particulier, à mieux comprendre le rôle que jouent les facteurs contextuels dans l'adoption des pratiques de vote. Ils s'intéressent pour cela de près aux familles, aux amis, aux quartiers au sein desquels les citoyens évoluent et aux transformations que les campagnes électorales font subir à ces environnements. Initié au tournant des années 2000 dans un quartier populaire de Saint-Denis, leur dispositif d'enquête multi-méthodes a été étendu, en collaboration avec d'autres chercheurs et dans le cadre du projet de recherche PAECE (Pour une analyse écologique des comportements électoraux), à d'autres sites socialement contrastés, en France puis au Brésil. Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen sont aussi à l'initiative, avec Vincent Pons (MIT), du premier « field experiment » consacré en 2012 à l'inscription et la participation électorales en France. Ils ont à plusieurs reprises fait état des résultats de leurs enquêtes au congrès de l'APSA. Ils ont publié ensemble *La Démocratie de l'abstention* (2007).

***Annexe : présentation des variables incluses dans  
le modèle de régression logistique***

Pour identifier les familles, nous avons exploité les informations présentes sur les listes électorales et procédé à un relevé systématique de tous les types de ménages (y compris les couples non-mariés et les colocataires) tels qu'ils pouvaient être reconstitués à partir des boîtes aux lettres des deux quartiers étudiés.

Les informations disponibles sur les listes d'émargements nous ont également permis de produire trois types de données sociodémographiques : la classe d'âge des inscrits (grâce à leur date de naissance), leur sexe (grâce à leurs prénoms) et leur origine européenne ou africaine (grâce à leurs noms et prénoms). Enfin, nous avons produit une cinquième et dernière variable relative à la qualité de l'inscription sur les listes électorales. Il s'agit d'une dimension que l'on ne peut ignorer lorsque l'on

cherche à identifier les logiques de la participation. La France se caractérise, en effet, par une procédure particulièrement coûteuse, et qui se révèle discriminante socialement, en matière d'inscription électorale. Les non-inscrits ou les personnes ayant déménagé sont contraints d'accomplir une démarche administrative spécifique l'année précédant le scrutin s'ils veulent figurer sur la liste du bureau de vote de leur lieu de résidence. Par exemple, pour voter à la dernière présidentielle, les 22 avril et 6 mai 2012, il leur fallait s'être inscrits au plus tard le 31 décembre 2011. Seuls les jeunes lorsqu'ils deviennent majeurs bénéficient, à 18 ans, d'une procédure d'inscription d'office et se trouvent ainsi exemptés de cette démarche (jusqu'à leur premier déménagement). Ce système a, en France, une conséquence majeure : il génère une importante malinscription<sup>23</sup>. Par ce terme, l'on désigne les individus qui, après un déménagement, n'ont pas accompli la démarche de se réinscrire pour figurer sur les listes du bureau de vote correspondant à leur nouveau quartier ou leur nouvelle commune de résidence. En conséquence, ils peuvent rester, souvent plusieurs années, inscrits à leur ancienne adresse. Voter devient alors pour eux bien plus coûteux. Il leur faut accomplir le déplacement entre leur nouveau lieu de résidence et leur ancien quartier au sein duquel ils sont toujours inscrits. Ou bien il leur faut produire une procuration dans un tribunal ou un commissariat de police plusieurs jours avant la tenue du scrutin. En raison de ce surcoût, la malinscription représente l'un des principaux facteurs d'abstention. Il n'existe pas de statistiques nationales sur ce phénomène. Mais, pour en mesurer l'ampleur, il suffit de savoir que dans le cadre des enquêtes réalisées par le CEVIPOF (centre de recherches de Sciences po Paris) à l'occasion des présidentielles de 2002 et 2007, ce sont respectivement 12,3 et 11,7 % des inscrits qui déclaraient se trouver sur les listes d'un bureau de vote situé dans une autre commune que celle où ils résidaient effectivement. De même, à partir de critères différents, dans le cadre d'une expérimentation sur l'inscription réalisée en 2011, nous avons pu constater que 30 % des habitants résidant sur le territoire de quarante-huit bureaux de votes particulièrement abstentionnistes relevaient de cette catégorie des malinscrits<sup>24</sup>.

De manière à pouvoir intégrer la qualité de l'inscription comme variable explicative au sein de notre modèle, nous avons distingué les individus selon qu'ils disposaient, ou non, d'une boîte aux lettres avec leur nom de famille au sein des deux quartiers étudiés. Ce contrôle a été effectué en 2010 dans le Marais, en 2008 et en 2012 dans le quartier populaire de Saint-Denis. En 2010, ce sont 21 % des inscrits qui ne disposaient plus d'aucune boîte aux lettres dans le Marais ; une proportion légèrement supérieure à celle que l'on enregistrait dans le quartier populaire de Saint-Denis : 17 % de sans-boîtes en 2008 et 15 % en 2012. Il faut cependant souligner que cette manière de faire sous-évalue encore l'ampleur réelle de la malinscription, puisqu'elle ne permet pas d'identifier les individus qui ont quitté le domicile familial mais disposent encore d'une boîte aux lettres avec leur nom de famille à leur ancienne adresse. Les enfants sont fréquemment dans cette situation. Ils restent inscrits au domicile de leurs parents y compris après avoir déménagé, parfois très loin, pour mener leurs études ou débiter leur vie professionnelle.

Nous disposons ainsi de cinq variables construites à partir de données présentant un bon niveau de réalisme sociologique, entre autres parce qu'elles n'ont pas été produites sur la base de déclarations, dont on sait qu'elles sont particulièrement fragiles en matière de participation électorale. Chacune de ces variables est susceptible d'apporter une part d'explication à la participation électorale. C'est tout particulièrement le cas, on vient de le voir, avec la variable permettant d'identifier la qualité de l'inscription. C'est aussi le cas avec nos variables sociodémographiques, plus spécialement l'âge et, peut-être, l'origine et le sexe. Comme on l'a vu précédemment, l'âge est aujourd'hui le facteur le plus prédictif en matière de participation. Quant à la distinction entre origine africaine et origine européenne, elle renvoie à des dif-

férences potentielles de socialisation politique dont on peut faire l'hypothèse qu'elles trouvent un prolongement dans la participation électorale : les inscrits d'origine africaine ont ainsi plus souvent des parents ou des grands parents étrangers, moins familiers avec la politique française et qui, fréquemment, se trouvent privés du droit de vote pour des raisons de nationalité. Cette variable ne fait sens que dans le quartier populaire de Saint-Denis où, en 2012, près de 54 % des inscrits ont une origine africaine. Dans le centre de Paris en revanche, la quasi-totalité des inscrits sont d'origine européenne. Enfin, la variable famille permet de tester au moins un facteur contextuel. Pour simplifier l'analyse, nous n'avons retenu que le fait d'être en couple, que ce soit en étant mariés ou non. C'est à partir de cette variable que nous cherchons à identifier un effet de mobilisation électorale produit au sein d'un groupe d'appartenance.

## Notes

1. Pierre Bréchon, *La France aux urnes* (Paris : La documentation française, 2009).
2. Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, *La Démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire* (Paris : Gallimard, 2007).
3. Les données électorales produites à partir de ces plans d'observation localisée l'ont été, pour la période 2007–2010, avec le soutien de l'Agence nationale de la recherche dans le cadre de l'enquête PAECE (Pour une approche écologique des comportements électoraux).
4. François Héran et Daniel Rouault, « La présidentielle à contre-jour, abstentionnistes et non-inscrits », *Insee Première* 397 (1995) et « La double élection de 1995 : exclusion sociale et stratégie d'abstention », *Insee Première* 414 (1995) ; François Héran, « Les intermittents du vote – Un bilan de la participation de 1995 à 1997 », *Insee Première* 546 (1997) ; François Clanché, « La participation électorale au printemps 2002. De plus en plus de votants intermittents », *Insee Première* 877 (2003) ; Alain Désesquelles, « La participation électorale au printemps 2004 – un électeur inscrit sur quatre s'est abstenu à tous les scrutins », *Insee Première* 997 (2004) ; Stéphane Jugnot, « La participation électorale en 2007. La mémoire de 2002 », *Insee Première* 1169 (2007) ; Stéphane Jugnot et Nicolas Frémeaux, « Les enfants des baby-boomers votent par intermittence surtout quand ils sont peu diplômés », *France, Portrait social* (Paris : Insee, 2010).
5. Xavier Niel et Liliane Lincot, « L'inscription et la participation électorale en 2012. Qui est inscrit et qui vote », *Insee Première* 1411 (2012).
6. Patrick Lehingue, *Subunda. Coups de sonde dans l'océan de sondages* (Paris : Éditions du Croquant, 2007).
7. Serge Paugam, « Formes d'intégration professionnelle et attitudes syndicales et politiques », *Revue Française de Sociologie* XL-4 (1999) : 715–51 ; Emmanuel Pierru, *Guerre aux chômeurs ou guerre au chômage* (Paris : Éditions du Croquant, 2004).
8. Sidney Verba et Norman H. Nie, *Participation in America: Political Democracy and Social Equality* (New York: Harper and Row, 1972), 247 ; Daniel Gaxie, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique* (Paris : Le Seuil, 1978).
9. Richard Hoggart, *La Culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre* (Paris : Éditions de Minuit, 1970).

10. Les dix villes françaises de plus de 100 000 habitants les plus pauvres sont Roubaix, Creil, Liévin, Saint-Denis, Bobigny, Maubeuge, Boulogne sur Mer, Lens, Tourcoing et Vénissieux ; les plus riches sont Vincennes, Marcq-en-Baroeul, Antony, Paris, Levallois-Perret, Meudon, Boulogne, Rueil, Versailles et Neuilly sur Seine.
11. Niel et Lincot, « L'inscription et la participation électorale en 2012. Qui est inscrit et qui vote ».
12. Comme le montre Patrick Lehingue dans « Le vote intermittent comme norme électorale », in *Comprendre l'abstention*, dir. Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, Patrick Lehingue, Jean Rivière, Emmanuel Pierru, Sébastien Vignon (Paris : Armand Colin, à paraître en 2013), chapitre 4.
13. Steven J. Rosenstone and John M. Hansen, *Mobilization, Participation, and Democracy in America* (New York : Macmillan Publishing Company, 1993).
14. Henry E. Brady and Richard Johnston, *Capturing Campaigns Effects* (Ann Arbor : The University of Michigan Press, 2006).
15. André Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest* (Paris : Imprimerie Nationale, 2003 [1913]).
16. Costas Panagopoulos et Donald Green, "Field Experiments Testing the Impact of Radio Advertisements on Electoral Competition," *American Journal of Political Science* 52, 1 (2008): 156–68.
17. On peut néanmoins penser que c'est pour empêcher sa réélection que nombre d'électeurs, notamment dans les quartiers de grands ensembles, se sont, à nouveau, mobilisés lors du premier et, plus encore, du second tour de 2012. Ce qui se traduit également, dans ces quartiers, par des taux de participation plus hauts qu'en 2002 mais plus bas qu'en 2007, et une accentuation de l'orientation à gauche des bureaux de vote qui y sont implantés dont profite largement le candidat socialiste, mais aussi celui du Front de gauche, dont les scores sont bien supérieurs à la moyenne nationale dans nombre de ces quartiers périphériques.
18. Jacques Gerstlé, « Médias et campagnes électorales », *Regards sur l'Actualité* 329, Elections et campagnes électorales (mars 2007) : 35–44.
19. Paul Felix Lazarsfeld, Bernard Reuben Berelson et Hazel Gaudet, *The People's Choice: How the Voter Makes up his Mind in a Presidential Campaign* (New York: Duell, Sloan, and Pearce, 1968 [1944]).
20. La question portant sur les conversations n'a pas toujours été posée de la même façon lors des différents questionnaires sortie des urnes. Lorsque la question était posée sous une forme d'échelle, nous avons intégré comme « électeurs ayant eu des discussions politiques » tous ceux qui n'avaient pas répondu « je n'ai jamais eu de discussions politique », y compris ceux qui avaient répondu positivement mais en précisant que cela leur était « rarement arrivé ». Nos données sur-représentent donc sans doute le volume des discussions politiques déclarées.
21. Yvette Alex-Assensoh, *Neighborhoods, Family, and Political Behavior in Urban America* (New York : Cleveland State University, Garland Publishing Inc, 1998) ; Sidney Verba, Kay Lehman Schlozman et Nancy Burns, "Family Ties. Understanding the Intergenerational Transmission of Political Participation", *The Social Logics of Politics. Personal Networks as Contexts for Political Behavior*, ed. Alan S. Zuckerman (Philadelphia : Temple University Press, 2005) : 95–116; Alan S. Zuckerman, Josip Dasovic et Jennifer Fitzgerald, *Partisan Families : The Social Logic of Bounded Partisanship in Germany and Britain* (Cambridge : Cambridge University Press, 2007) ; Claudine Gay, « Moving Out ; Moving Up : Housing Mobility and the Political Participation of the Poor », working paper (Cambridge, MA : Harvard University Press, 2007) ; François Buton, Nicolas Mariot et Claire Lemerrier, "The Household Effect on Electoral Participation. A Contextual Analysis of Voter Signatures from a French Polling Station (1982–2007)", *Electoral Studies* 31 (2012) : 434–47.



22. Braconnier et Dormagen, *La Démocratie de l'abstention* ; Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, « Does Family Context Matter ? The Role of Family Configurations in Explaining Electoral Participation in France », communication au congrès de l'APSA, 2010.
23. Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, *Non-inscrits, mal-inscrits et abstentionnistes* (Paris : La Documentation française, Centre d'analyse stratégique, Rapports et Documents 11, 2007).
24. Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen et Vincent Pons, « Willing to Vote, but Disenfranchised by a Costly Registration Process : Evidence from a Randomized Experiment in France », communication au congrès de l'APSA, 2012.

Copyright of French Politics, Culture & Society is the property of Berghahn Books and its content may not be copied or emailed to multiple sites or posted to a listserv without the copyright holder's express written permission. However, users may print, download, or email articles for individual use.